

## CH\_VB 92.034 vom 2. Juni 1992

Bundesverwaltung, 1992-06-02, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_92.034](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_92.034)

FR: CH\_VB 92.034 du 2 juin 1992

IT: CH\_VB 92.034 del 2 giugno 1992

### Erwägungen

#### E. 2

juin 1992 Bei dieser Gelegenheit sei nochmals in Erinnerung gerufen, dass beispielsweise bei den direkten Steuern allein in der Periode von 1970 bis 1989 der Anstieg der Steuerquote in unserem Land mit satten 36 Prozent deutlich über dem OECD-Mittel von 32 Prozent lag, während Nachbarländer wie Deutschland und Frankreich sich mit 20 Prozent begnügten. Diese Variante der einseitigen Steuererhöhungen würde per saldo die Leistungsanreize weiter abbauen und entgegen den Absichten auch des Aussenwirtschaftsberichtes die Wettbewerbskraft schwächen. Eine solche weitere Beeinträchtigung unserer internationalen Standortqualität können wir uns schlichtweg nicht leisten. Ein Teil der lobenswerten Bemühungen zur Verbesserung der wirtschaftlichen Rahmenbedingungen würde sonst zur Makulatur verkommen.

#### E. 3

Der einzelne Steuerzahler hat mehr und mehr Mühe, sein Haushaltbudget im Gleichgewicht zu halten, und macht sich Sorgen um seine Zukunft. Wir sind mit einer grossen Anzahl von Gleichgewichtsproblemen konfrontiert, was unsere kollektive Bereitschaft, auswegene Lösungen zu finden, fördern sollte. M. Borei François: Le déficit 1991, aussi désagréable soit-il, n'est pas une surprise. Tout d'abord, ceux qui ont bien voulu entendre les avertissements répétés de notre ministre des finances, ces dernières années, savaient que si le Parlement ne prenait pas des mesures importantes, concernant à la fois les dépenses et les recettes, nous aboutirions à un déficit structurel du ménage de la Confédération. Le Parlement n'a pris aucune mesure décisive et l'évolution de la conjoncture est venue encore accentuer le processus. Ensuite, nous avons voté l'année dernière des suppléments au budget d'un montant record, ce qui explique dans une large mesure le fait qu'un léger boni espéré en décembre 1990 se transforme en déficit de 2 milliards aujourd'hui. Cependant, un aspect positif doit être relevé. L'explosion des dépenses de la Confédération ainsi que celle, en parallèle, de la plupart des cantons et des communes, auront contribué à limiter le fléchissement conjoncturel et aidé notre économie à passer cette mauvaise passe que tous espèrent brève. Aujourd'hui, notre conseil ne peut que prendre acte de la situation. De l'avis du groupe socialiste, il devrait en tirer deux conséquences. Premièrement, l'entrée en matière sur un train de mesures d'économie est inévitable. Encore faudrait-il trouver mieux, mais est-ce possible dans ce Parlement, que des réductions linéaires et des reports de dépenses sur d'autres collectivités publiques? Deuxièmement, il faudra accepter d'augmenter les recettes de la Confédération. Fiscalement, la Suisse est bien meilleur marché que la plupart des autres pays. Bien sûr, les Etats-Unis sont encore un peu meilleur marché que nous, mais notre monnaie ne joue pas le rôle de référence mondiale, comme c'est le cas pour le dollar, et ne nous permet donc pas de faire payer par l'économie mondiale notre déficit budgétaire, comme le pratiquent les USA aujourd'hui. Une première

étape dans l'assainissement des recettes de la Confédération consisterait en l'acceptation des propositions du Conseil fédéral en matière d'Icha et d'impôt fédéral direct. Espérons que l'été permettra à la Commission Matthey d'accepter cette proposition réaliste. Je ferai maintenant quelques remarques concernant quatre postes importants du budget, qui causent de gros soucis au groupe socialiste: le militaire, l'agriculture, les routes et les transports publics. Le militaire tout d'abord: le fait que la croissance des dépenses soit nettement plus faible que dans les autres secteurs est un bon début. De plus, vous aurez l'occasion, à cette session encore, de continuer dans cette bonne voie de la sagesse en refusant, ou pour le moins en différant un crédit important. Nous profitons de rappeler que les socialistes proposent la réduction progressive de ces dépenses jusqu'à ce qu'elles n'atteignent plus que la moitié du montant actuel en valeur réelle. Cet objectif est parfaitement réaliste puisque nous ne préconisons que des diminutions annuelles de 10 pour cent, alors que le DMF a réussi, de 1990 à 1991, sans être sous pression, à diminuer de manière autonome ses dépenses, exprimées en francs constants, de 3,5 pour cent. Nous ne demandons donc à ce département qu'un effort d'économie guère supérieur à celui qu'il a effectué spontanément. Nous espérons que le Parlement comprendra notre point de vue sans qu'il soit nécessaire d'attendre le vote populaire sur notre initiative. L'agriculture maintenant: l'évolution du dossier agricole inquiète vivement le groupe socialiste. Nous aurons l'occasion de nous exprimer encore durant cette session puisque le 7<sup>e</sup> rapport et la loi sur l'agriculture sont à l'ordre du jour. Nous nous limiterons donc à préciser notre position sur deux points. Il n'est pas supportable pour la Caisse fédérale que les paiements directs augmentent notablement, alors même que les aides à la commercialisation des produits continuent à augmenter également. Oui à l'augmentation des paiements directs, mais pour autant que les comptes laitier et céréalier, entre autres, deviennent moins lourds. Ensuite, l'agriculture coûte cher aux contribuables et aux consommateurs suisses. Et nous trouvons admissible qu'elle continue à coûter son prix, pour autant que ce soit dans l'intérêt général: l'approvisionnement à des conditions rationnelles et la sauvegarde de notre paysage et de notre environnement en particulier. Il ne s'agit par contre pas de pratiquer une ruineuse politique de maintien à tout prix d'emplois. Personne n'a voulu en son temps verser annuellement des milliards d'argent public pour maintenir des emplois dans l'horlogerie qui a subi une sévère restructuration - plusieurs dizaines de milliers d'emplois en moins - pour ne prendre que cet exemple. Le budget agricole ne doit pas devenir un «Beschäftigungsprogramm» permanent. En ce qui concerne les routes, maintenant, le groupe socialiste a déjà eu plusieurs fois l'occasion d'exprimer son désaccord avec le montant global de la facture. Il a par ailleurs eu également l'occasion de déclarer qu'une réduction des dépenses routières pourrait être effectuée tout en permettant aux rares régions de Suisse qui, comme celle que je représente ici, souhaitent continuer à investir au même rythme de le faire. Enfin, pour ce qui est des transports publics, il est dans l'intérêt général que ces transports soient financés dans une forte proportion par les deniers publics. Je pense qu'en Suisse une

2. Juni 1992 N 723 Staatsrechnung 1991 large majorité de la population accepte et continuera d'accepter l'important effort demandé aux contribuables, et ce tant et aussi longtemps que ces transports publics, et notamment les CFF, conserveront une bonne image de marque. Or, malheureusement, force est de constater que cette image de marque des CFF se trouve sérieusement entamée, dans le public, par la manière dont ces derniers gèrent deux dossiers délicats: les chantiers de RAIL 2000 et leur examen des prestations des transports régionaux. Dans les deux cas, il serait indispensable que les CFF pratiquent la politique du dialogue avec les populations locales pour chercher la solution optimale, à la

fois du point de vue économique et du point de vue de la clientèle et des bordiers concernés. Or, il semble bien que les CFF ne comprennent le dialogue qu'à sens unique, leur esprit d'ouverture ne se manifestant qu'en acceptant d'exposer leur solution, présentée comme définitive, et en écoutant - pas toujours aimablement d'ailleurs - les remarques des populations concernées. Cette absence flagrante de capacité diplomatique met en danger la bonne image dont disposent encore nos CFF, ce qui remet en cause à la fois, à court terme, le soutien aux transversales alpines et, à long terme, l'acceptation populaire des subventions à l'ensemble des transports publics. Pour conclure, nous dirons que le groupe socialiste est pessimiste. Tout d'abord parce que l'une des causes principales de l'explosion des dépenses est l'inflation, laquelle est indigène, et que nous ne décelons pas encore de signes économiques ou politiques tangibles qui nous permettraient de croire à un redressement durable de la situation. Pessimiste aussi parce que la droite de ce pays semble de plus en plus encline à vouloir priver l'Etat de ressources indispensables, tel l'impôt fédéral direct par exemple. Pessimiste enfin, parce que nous ne discernons, au sein de ce Parlement, aucun consensus minimal susceptible de nous permettre d'empoigner le problème de manière efficace. Les débats en Commission des finances ainsi que ceux qui se déroulent à la Commission de l'économie et des redevances à propos du régime financier nous ont confortés dans cette opinion. Notre entrée dans l'Espace économique européen provoquera des turbulences économiques et sociales et si nous restons en dehors ce sera plus difficile encore. Les adversaires de l'intégration européenne inverseront probablement le degré des difficultés qui nous attendent mais personne ne peut ignorer que nous serons confrontés à d'importants défis ces prochaines années. L'indécision du Parlement nous prépare la pire des situations en cette période périlleuse: des dépenses publiques mal maîtrisées et une structure de recettes en pleine déliquescence. La conséquence politique d'une telle situation économique-financière sera une forte poussée de l'extrême droite, mais cela ne semble pas être le souci actuel de la droite classique. Nous serions heureux d'être démentis par les faits et de voir ce Parlement se ressaisir et prendre, au niveau des dépenses mais aussi à celui des recettes, des décisions cohérentes nous permettant de tenir le coup dans les mutations économiques et politiques qui traverseront le continent sans épargner l'îlot suisse, quelle que soit notre décision de décembre.

Weder Hansjürg: Die Staatsrechnung des Bundes schliesst nach einer 5jährigen Ueberschussperiode mit einem Defizit von rund 2 Milliarden Franken in der Finanzrechnung und mit einem Aufwandüberschuss von rund 3 Milliarden Franken in der Erfolgsrechnung ab. Der Fehlbetrag in der Bilanz - das haben Sie schon gehört - erhöht sich um den Aufwandüberschuss. Wir sind also an einem Punkt von 20,6 Milliarden Franken Schulden angelangt. Nicht nur der Bund, sondern auch die Kantone und Gemeinden sehen sich mit erheblichen finanziellen Schwierigkeiten konfrontiert. Wie der Bund flüchten sich diese ebenfalls in die Schuldenwirtschaft - das aber ist verheerend. Die Trendwende, vor der Herr Bundesrat Stich, aber auch mein Vorgänger in der Finanzkommission, Franz Jaeger, mehrmals warnten, ist auf verschiedene Umstände zurückzuführen: In erster Linie hat sich die wirtschaftliche Grosswetterlage geändert, und die Steuereingänge haben mit dem Ausgabenwachstum nicht mehr Schritt halten können. Im Volkstum sagt man zu Recht, wir hätten, aufgrund dieser Tatsache, über die Verhältnisse gelebt. Hauptschuld tragen nach unserer Auffassung diejenigen politischen Parteien, die sich im Streit um das zu schlachtende Kalb immer nur die Lendenstücke sichern. Mit Lendenstücken meine ich Strassenbau, Landwirtschaft und Militär. Zu den Schuldigen gehört aber auch die Nationalbank, die in unverantwortlicher Art und Weise die Geldmenge ausweitete und

damit die Inflation anheizte und die Teuerung in der Schweiz in den letzten vier Jahren mit über 20 Prozent auf ein europäisches Spitzenniveau führte. Das ist kein Ruhmesblatt für diese Bank, sicher aber auch nicht für die Direktion. Die Frage drängt sich auf, ob man die Nationalbank auch zukünftig alleine «weiterwursteln» lassen will. Mit der Teuerung stiegen natürlich auch die Zinssätze, oder umgekehrt, mit den Zinssätzen stieg die Teuerung, und die 20-Milliarden-Schuld, die schon lange auf unseren Schultern lastet, muss entsprechend teurer verzinst werden, was dazu führt, dass wir nach langer Zeit erstmals wieder über 1 Milliarde Franken Schuldzinsen bezahlen müssen. Vorrangiges Ziel müsste es doch sein, die Inflation wieder in den Griff zu bekommen. Die bis jetzt zur Inflationsbekämpfung eingeleiteten Massnahmen haben sich als Bumerang erwiesen. Vor allem die Kapitalzinsverteuerung hat zu hohen Mietzinsen einerseits und zu einer schlechteren Wirtschaftslage andererseits geführt. Sie hat gleichzeitig die Bauwirtschaft in den Abgrund gestossen. Parallel zum Kampf gegen die Inflation muss ein stabiler Lebenskostenindex angestrebt werden. Ein Franken soll immer gleich kaufkräftig bleiben, so wie ein Meter immer gleich lang und ein Kilo immer gleich schwer zu bleiben hat. Die Inflationsmentalität muss gebrochen werden. Da man diese Mechanismen kennt, haben die verschiedenen interventionistischen Massnahmen der Nationalbank zugunsten oder gegen diese oder jene Währung zu unterbleiben. Wir müssen aber auch einen ausgeglichenen Haushalt erreichen. Denn mit der heutigen Politik kommen wir zu politischen und wirtschaftlichen Spannungen, und unsere Stabilität wird in Frage gestellt. Es wird uns also nichts anderes übrigbleiben, als Nachtragskredite genau unter die Lupe zu nehmen und dort, wo es notwendig scheint, auch den Mut aufzubringen zu streichen. Wir haben auch aufzuzeigen, wenn wir zuviel Geld ausgeben, woher das entsprechende Geld nachher zur Deckung dieser Ausgabe zu kommen hat. Auf Pump zu leben kommt für die LdU/EVP-Fraktion nicht mehr in Frage. In diesem Zusammenhang stellt sich für uns eine grundsätzliche Frage: Wie gehen wir mit der Bestimmung in unserer Bundesverfassung um, die verlangt, dass der Bund ein ausgeglichenes Budget und eine ausgeglichene Rechnung vorzulegen hat? Darf mit einer so bedeutsamen Verfassungsbestimmung umgesprungen werden, als sei sie Makulatur? Oder sollten wir nicht endlich die verantwortlichen Regierungs- und Mehrheitsparteien an die Kandare nehmen, die unter Ausschluss der Oppositionsparteien in den sogenannten Von-Wattenwyl-Gesprächen jeweils miteinander auswürfeln, welche Futtertröge randvoll gefüllt werden, ungeachtet, ob das teure Futter zu einem Defizit führt oder nicht? Sorgen bereitet uns aber auch die Tatsache, dass 80 000 Arbeitslose heute stempeln müssen. Sie haben als Folge des wirtschaftlichen Abschwunges ihre Arbeitsplätze verloren. Arbeitslosigkeit macht die Menschen krank in ihrem Gemüt, macht sie zuerst psychisch und dann auch physisch fertig. Eine Gesellschaft, in der Arbeitslosigkeit herrscht, ist inhuman und eine Gefahr für den einzelnen Menschen und für die Menschheit insgesamt. Ein Bild des Grauens taucht vor unserem geschichtlichen Auge auf, wenn wir an die dreissiger Jahre zurückdenken, als in Deutschland Millionen Arbeitslose auf der Strasse standen und sich der Faschismus wie die Pest ausbreitete. Zu denken muss uns aber auch geben, dass ein Fünftel der Menschheit immer reicher wird und vier Fünftel immer ärmer werden. Das muss uns Schweizer dringend beschäftigen. Das liegt nach meiner persönlichen Auffassung - da will ich meine Parteifreunde nicht einbeziehen - an unserem Geldsystem. An diesem System müssen wir etwas ändern, wenn wir zu einem Gleichgewicht kommen wollen.

Compte d'Etat 1991 724 N 2 juin 1992 Ich will jetzt nicht von den Umweltschäden sprechen, die ja durch eine Wirtschaft verursacht werden, die nur dann überleben kann,

wenn sie ständig wächst. Es gibt aber nichts auf der Welt, das ständig wachsen kann, ausser den Krebs, der so lange wächst, bis der Patient tot ist. In unserem Geldsystem haben wir offenbar ein Element eingebaut, das unsere Wirtschaft fortwährend krank macht. Nach meiner Auffassung ist dies der Zins, der in allen Hochreligionen verboten war, jedoch aus Opportunitätsgründen von den Kirchen wieder zugelassen wurde. Wie sagte doch Martin Luther? «Der Zins ist ein in Wolle gefärbter Dieb und Mörder. Wir Christen aber halten ihn so in Ehren, dass wir ihn ordentlich anbeten. Der Zins ist ein grosses Ungeheuer, ähnlich einem Werwolf, der alles verwüstet, ärger als irgendein Schurke. Er gibt es aber nicht zu, dass er es gewesen ist. Er denkt, keiner werde es herausfinden.» So weit Martin Luther. Der Abschluss der Staatsrechnung zeigt insgesamt das Bild - jetzt rede ich wieder im Namen der Fraktion - eines stark überlasteten Haushaltes und bestätigt die Dringlichkeit wirksamer Sanierungsmassnahmen, über die wir ja demnächst reden werden. Die LdU/EVP-Fraktion hat seinerzeit eine generelle Kürzung des Budgets 1991 gefordert. Die Mehrheit dieses Rates hat das abgelehnt. Wir stellen jetzt nicht den Antrag, die Rechnung abzulehnen. Das hiesse ja, Wolken, die längst vorübergezogen sind, nachträglich wieder aufzuhalten. Da wir aber mit der Finanzpolitik grundsätzlich nicht einverstanden sind, werden wir uns bei der Abstimmung der Stimme enthalten. Stalder: Die Fraktion der Schweizer Demokraten/Lega dei Ticinesi lehnt die vorliegende Staatsrechnung 1991 ab. Herr Bundesrat Stich erklärte an der Sitzung der Finanzkommission richtigerweise, dass es an der Staatsrechnung nichts mehr zu korrigieren gebe. Das Geld sei schon ausgegeben. Bei einer kritischen Analyse der Rechnung muss man aber trotzdem festhalten, dass diese Rechnung in keiner Art und Weise zu befriedigen vermag. Ausgabenüberschreitungen von über zwei Milliarden Franken reden hier eine deutliche, ja zu deutliche Sprache. Es wurde mehr Geld ausgegeben, als durch entsprechende Einnahmen sichergestellt war. Einer solchen Rechnung kann man einfach nicht zustimmen. Gerade diese Feststellung zu begründen fällt nicht schwer. Die vorliegenden Zahlen untermauern dies gründlich. Viele Fakten sind massgebend für diese den Finanzhaushalt negativ beeinflussenden Entwicklungen. Hauptgrund ist und bleibt aber die Teuerung. Hier muss ganz deutlich gefragt werden: Waren der Einsatz und die Anstrengungen von Bundesrat und Nationalbank gross genug, um die Teuerung zu bekämpfen? Die SD/Lega-Fraktion meint: entschieden zu wenig. Die Teuerung, unter der heute praktisch alle Volksschichten, also nicht nur die öffentlichen Haushalte, zu leiden haben, muss so rasch wie möglich zum Verschwinden gebracht werden. Hier möchten wir die Frage stellen: Tragen nicht die Zinssatzanpassungen der Nationalbank an die EG-Norm die Hauptschuld an den im Vergleich zum übrigen Europa doppelt so hohen Teuerungsraten? Eine Teuerung von 20 Prozent in nur etwas über drei Jahren ist einfach entschieden zu hoch. Angesichts dieser Situation kann verschiedenes nicht stimmen, wie eben auch die vorliegende Staatsrechnung. Ein ebenfalls sehr wichtiger Punkt ist der Sparwille. Kann der Sparwille des Bundesrates und des Parlamentes als befriedigend anerkannt werden? Auch da ist ein entschiedenes Nein am Platz. Gerade beim Sparen müssen auf der ganzen Linie der eidgenössischen Finanzpolitik ganz gehörige Anstrengungen unternommen werden, um das finanzielle Gleichgewicht wiederherzustellen. Nur ein kleines Detail als Denkanstoss: Hotelunterkünfte von Asylbewerbern müssen endlich der Vergangenheit angehören. Ebenfalls muss die Einwanderung, welche der öffentlichen Hand dauernd mehr - eben auch finanzielle - Belastungen verursacht, gestoppt werden. Es muss endlich anerkannt werden, dass die Schweiz nach ökologischen Begriffen bereits stark überbevölkert - kein Einwanderungsland sein kann. Die Einwanderung schafft dauernd neue Wohnungs-, Umwelt-

und Infrastrukturprobleme, deren Lösung auch finanziert werden muss. Ueber 60 000 neue Einwohner in einem Jahr sind für die bereits übervölkerte Schweiz wirklich zuviel. Die vorliegende Staatsrechnung vermag in keiner Art und Weise zu befriedigen. Aus den dargelegten Gründen empfiehlt Ihnen die Fraktion der Schweizer Demokraten/Lega dei Tici- nesi, sich bei der Abstimmung über die Staatsrechnung 1991 der Stimme zu enthalten. Setzen Sie mit der Stimmenthaltung ein Zeichen dafür, dass es so nicht weitergehen kann!

Hafner Rudolf: Mit 3,1 Milliarden Franken Gesamtdefizit in der Erfolgsrechnung muss ein absoluter Negativrekord verzeichnet werden. Die Kommissionssprecher haben zu Recht auf die Dramatik der Situation aufmerksam gemacht. Bundesrat und Parlament haben nicht ins Schwarze, sondern ins Rote geschossen, auch wenn damit nicht etwa - parteipolitisch betrachtet - die SP gemeint ist. Aber man spricht auch in der Buchhaltung, wo das Rot nicht eben erfreulich ist, von Farben. Das Fremdkapital des Bundes hat per Ende 1991 auf 46 Milliarden Franken zugenommen. Davon sind ein wesentlicher Teil Schulden, die verzinst werden müssen. Dabei fällt auch ins Gewicht, dass das bei den steigenden Schuldzinsen bedeutend mehr ausmacht. Im vergangenen Jahr waren es über zwei Milliarden Franken. Das ist Geld, für das wir keinen realen Gegenwert haben. Das ist Geld, das einfach weggegangen ist. Herr Weder hat zu Recht die Politik der Nationalbank angesprochen. 1987 war der Börsencrash, der dazu führte, dass man die Geldmenge stark ausgeweitet hat. Es hat mich gefreut, dass auch Herr Bundesrat Stich in der Kommission festgestellt hat, dass die Nationalbank verschiedentlich schwerwiegende Fehler gemacht habe. Wenn die Wirtschaftswissenschaft nicht eine exakte Wissenschaft ist wie Mathematik, ist die Frage natürlich die, welche Politik die richtige ist. Man kann generell feststellen, dass die Schweiz in der Vergangenheit während Jahrzehnten mit tiefen Zinsen sehr gut gefahren ist. Die Wirtschaft war darüber glücklich, der Mietzinszahler war darüber glücklich, aber auch der Schuldner war darüber glücklich. Eigentlich haben alle gut damit gelebt. Aber heute haben wir eine gänzlich veränderte Situation. Schon in der seinerzeitigen Kommissionsberatung über die Preisüberwachung der Zinsen waren massgebliche Leute der Auffassung, dass die ganzen Zinserhöhungen eine Voranpassung an das EG-Zinsniveau darstellten. Wenn das tatsächlich so wäre, müsste man das hinterfragen, denn der Zinsfaktor ist einer der wichtigsten Faktoren in der Wirtschaft, aber nicht nur in der Wirtschaft; er ist auch sozialpolitisch von grossem Gewicht. Betrachten wir das Ganze, so muss man sagen: Die Verantwortung liegt nicht nur beim Bundesrat - wir wissen, dass Herr Stich verschiedentlich wie ein Löwe gegen die Steigerung der Ausgaben gekämpft hat -, sondern die Verantwortung liegt auch beim Parlament. Wir müssen uns alle kritisch hinterfragen. Wir haben verschiedentlich Ausgaben beschlossen oder Budgetkredite aufgestockt, die sachlich nicht unbedingt gerechtfertigt waren. Wir müssen uns in der heutigen Situation erst recht hinterfragen - die Privatwirtschaft muss das tun -, ob wir Investitionen richtig einsetzen. Wenn schon der laufende Staatshaushalt aus dem Ruder läuft, wie das in der Kommission richtigerweise kritisiert wurde, müssen wir uns fragen: Auf welche grossen Ausgaben laufen wir zu? Schon für die «Bahn 2000» gibt es bedeutende Kostenüberschreitungen. Die Neat hat bei den laufenden Preisen Kosten von über 28 Milliarden Franken zur Folge. Auf welches Finanzabenteuer gehen wir zu? Es ist nicht mehr wie in der Zeit, als man noch finanzielle Abenteuer eingehen konnte. Es wurde schon von Vorrednern die Situation mit EG und EWR angesprochen. Das ist schon ein Phänomen: Der Bundesrat beklagt - zu Recht - die finanzielle Situation, wir bekommen ein Sanierungspaket unterbreitet, und praktisch zur gleichen Zeit beschliesst die Mehrheit des Bundesrates - wie man hörte, gehört der Finanzminister nicht dazu -, dass man ein

EG-Beitritts-gesuch einreicht; es ist bekannt, dass das für die Schweiz Kosten von 3,5 Milliarden zur Folge haben wird! Das sind gegen 10 Prozent der Staatsausgaben. Selbstverständlich müssen wir bei diesem Geschäft die Vor- und Nachteile dannzumal gründlich abwägen. Das ist klar. Man kann es

2. Juni 1992 N 725 Staatsrechnung 1991 nicht allein aufgrund der Kosten beurteilen. Aber man muss sagen, es hat einen eigenartigen Beigeschmack, wenn man von einem Sanierungspaket spricht und gleichzeitig Kosten von 3,5 Milliarden jährlich in Aussicht stellt. Es ist nämlich auch zu bedenken - Herr Theubet hat das zu Recht angesprochen -, dass, wenn man einen internationalen Vergleich macht, die Staatsverschuldung in anderen Ländern sehr viel grösser ist als in der Schweiz. Ich erinnere daran, dass Italien z. B. 1,8 Billionen Lire Schulden hat. Das sind 1800 Milliarden. Mit Ausnahme von Luxemburg sind sämtliche EG-Staaten verschuldet. Herr Delors hat uns bereits erklärt, dass er weitere Dutzende Milliarden haben möchte. Da kann man leicht erraten, warum die meisten EG-Länder die Schweiz gerne als Mitglied hätten. Nationalrat Camponovo hat uns erklärt, die Wirtschaft sei nicht bereit, das Ausgabenwachstum zu finanzieren. Das ist praktisch wörtlich zitiert. Die Frage an die SP-Fraktion: Wenn die Wirtschaft deutlich erklärt, dass sie nicht weitere Ausgaben tragen möchte: Wer soll das dann bezahlen? Ist die SP so blauäugig, dass sie meint, weil die Mehrheit der Wirtschaft für einen EG-Beitritt sei, übernehme sie auch die Kosten? Dem ist aber erklärermassen nicht so. Wer soll dann die Rechnung bezahlen? Man kann nur vermuten, dass schliesslich das Volk einen wesentlichen Anteil dieser Ausgabensteigerung tragen müssen. In der vergangenen Legislatur war das Oberziel qualitatives Wachstum. Letztes Jahr war das Ende dieser Legislatur, und ich frage: Was ist eigentlich passiert? Qualitatives Wachstum? Wenn Sie die Leute draussen fragen, seien das die Bauern oder sonst jemand, wird niemand behaupten, dass der Lebensstandard wesentlich gestiegen sei. Offenbar haben wir einfach auf quantitatives Wachstum gemacht, und das bedauern wir. Wenn jetzt von linearen Kürzungen die Sprache ist, befürchten wir, dass das schliesslich wieder Bereiche wie die Landwirtschaft, die Oekologie oder das Soziale betreffen könnte. Das bedauern wir sehr. Die grüne Fraktion freut sich überhaupt nicht über dieses Resultat der Staatsrechnung. Wir haben allerdings keinen Ablehnungsantrag gestellt, da die Ausgaben ja «gelaufen» sind. Wir stehen vor einem *Fait accompli*. Aber wir können der Rechnung nicht mit Freude zustimmen. Bühler Simeon: Wir beraten heute über eine Staatsrechnung, die das grösste je ausgewiesene Defizit der Eidgenossenschaft beinhaltet. Das muss uns zu denken geben und verlanget gebieterisch, dass entsprechende Anstrengungen zur Verbesserung unternommen werden. Nicht alles, was wünschbar ist, kann unter diesen Umständen verwirklicht werden. Es sind klare Prioritäten zu setzen. Dabei müssen wir aufpassen, dass Investitionen nicht einfach auf später verschoben werden, und dies aus zwei Gründen: Zum einen kommen Investitionen, die nicht rechtzeitig ausgeführt werden, sehr oft später viel teurer zu stehen, und zum anderen ist es nach wie vor sinnvoller, Investitionen und damit Arbeit zu finanzieren, statt Arbeitslosenunterstützung auszurichten. Durch die Finanzknappheit des Bundes wie übrigens auch der Kantone und Gemeinden wird der Kapitalmarkt nachfrage-seits derart belastet, dass die Zinssätze unweigerlich weiter angeheizt werden oder mindestens eine Senkung dieser Zinssätze verunmöglicht wird. Diese hohen Kapitalbelastungen schmälern den Ertrag der Unternehmungen, und selbst Privatpersonen werden dadurch zur Einschränkung der Konsumausgaben gezwungen, was natürlich auch nicht gerade zu einer Belebung der Wirtschaft beiträgt. Ein schlechter Wirtschaftsgang wiederum hat einen Rückgang der Steuereinnahmen zur Folge. Diesen Teufelskreis zu

unterbrechen liegt im Interesse von uns allen. Wir teilen die Auffassung, wonach dieses Rechnungsergebnis trotz aller negativen Punkte nicht dramatisiert werden darf; denn wichtige finanzpolitische Kennzahlen wie Staatsquote, Nettozinslast und Verschuldungsgrad zeigen im internationalen Vergleich immer noch ein für die Schweiz recht positives Bild. Zu ernster Besorgnis Anlass gaben in unserer Fraktion allerdings die mittelfristigen Perspektiven, und da gilt es, entsprechende Anstrengungen zu einer Verbesserung zu unternehmen. Noch ein Punkt gibt uns zu denken: Vielen in diesem Hause geht die Fahrt Richtung Europa nicht schnell genug. Oft wird von Europakompatibilität gesprochen, aber offenbar nur dann, wenn es gerade aus der eigenen Perspektive passt, denn bei den Steuern bewegen wir uns immer weiter von Europa weg. Die Bundeseinnahmen haben sich nämlich noch einmal weiter zugunsten der direkten Steuern verschoben. Von Kompatibilität also keine Spur! Aber bei der neuen Finanzordnung haben wir demnächst Gelegenheit, auch in dieser Frage einen Schritt in die richtige Richtung zu tun. Namens der SVP-Fraktion beantrage ich Ihnen, der Staatsrechnung 1991 zuzustimmen.

M. Narbel: L'examen des comptes est un constat de situation, c'est un regard sur le passé, contrairement à la discussion du budget qui offre la possibilité de faire des choix et de fixer des priorités. 1991 est une année particulièrement douloureuse pour les collectivités publiques. En effet, on constate une dégradation rapide et brutale des finances de la Confédération, des cantons et des communes. On enregistre un déficit total pour l'ensemble de ces collectivités de 7 milliards de francs, soit 1100 francs par habitant. Si nous examinons les comptes qui nous sont soumis, nous pouvons émettre quelques considérations: tout d'abord, l'écart entre le budget et les résultats. Le budget 1991 prévoyait un boni de 73 millions, le déficit des comptes 2 milliards de francs. On constate pour la première fois depuis 5 ans un déficit en unités de compte modernes helvétiques équivalant à 20F/A-18. Première raison principale de cet écart: la sous-estimation des dépenses dans certains départements pour obtenir un budget présentable. Lors de l'examen de certaines dépenses en Commission des finances, les responsables nous ont affirmé que lorsqu'ils avaient préparé le budget on avait rogné des dépenses prévues au budget, de telle sorte qu'il a fallu demander des crédits supplémentaires par la suite. Deuxième raison: facilité de voter des crédits supplémentaires par les Chambres et le Conseil fédéral, qui n'ont pas fait preuve d'une rigueur suffisante. Il semble en effet inadmissible d'avoir un tel écart. Pourquoi ce déficit est-il aussi important? Il est dû à la progression des dépenses, progression qui est inquiétante puisqu'elle est de 12,3 pour cent d'une année à l'autre alors que le produit intérieur brut a connu une croissance de 4,7 pour cent seulement. Dans un domaine particulier, la prévoyance sociale, révolution est encore plus inquiétante puisqu'elle représente 17,8 pour cent. Ces dernières années, le boom économique lié à la bonne situation de nos entreprises a permis d'absorber une forte progression des dépenses publiques. Aujourd'hui il n'est plus possible de financer une telle croissance. La stabilité des recettes est également un facteur d'inquiétude. Le climat conjoncturel morose a des effets non négligeables. Celui-ci est très sensible sur les impôts indirects puisque l'Icha enregistre une perte par rapport au budget de 700 millions de francs, les droits de timbres sont inférieurs de 460 millions à la prévision budgétaire. Quant à l'impôt fédéral direct, s'il résiste mieux aux aléas de la situation économique, on peut se demander si à long terme il pourra progresser ou même rester à son niveau actuel. Sans jouer les prophètes, Monsieur le Conseiller fédéral, je pense que si nous voulons assurer l'équilibre des finances publiques, nous ne pourrons le faire sans l'introduction d'une TVA. Avec un compte de résultats déficitaire de 3 milliards de francs, la dette de la Confédération atteint 45 milliards. Une

telle situation correspond à une impasse financière sérieuse pour les finances publiques. C'est le début d'un dérapage intolérable qui nous imposera de prendre les mesures nécessaires pour ne pas conduire les finances publiques dans le fossé. Nous aurons l'occasion d'en reparler prochainement. Le groupe libéral acceptera sans aucun enthousiasme les comptes 1991 car ils correspondent à la réalité d'une situation peu enviable des finances publiques de la Confédération,

Compte d'Etat 1991 726 N 2 juin 1992 mais comme le dit le dicton: «Quand le vin est tiré, il faut le boire.» Oehler: Herr Bundesrat Stich wird nicht überrascht sein, wenn er heute unseren Ratssaal nicht mit einem Blumenstrauss, sondern allenfalls mit etwas Aerger zu verlassen hat; ganz anders als in den vergangenen Jahren, wo mit Rückblick auf die jeweilige Jahresrechnung mit Genugtuung das amtliche Endergebnis positiv zur Kenntnis genommen worden ist Die Staatsrechnung 1991 weist ein sehr unbefriedigendes Ergebnis aus. Wir haben von den Ausgabenüberschüssen gehört. Für die CVP-Fraktion ist ein derartiges Ergebnis nicht nur unbefriedigend, sondern untragbar. Dabei gilt es heute, vorerst einmal nach den Gründen zu suchen, diese zu analysieren und dann für Abhilfe zu sorgen. Nur dergestalt können wir im kommenden Rechnungsjahr bessere Abschlüsse vorzeigen. Mit Blick auf die laufende Rechnung verraten wir sicher kein Geheimnis, dass aller Voraussicht nach wiederum mit einem Ausgabenüberschuss zu rechnen sein wird, der das budgetierte Defizit bei weitem übersteigen dürfte. Doch bleiben wir vorerst beim Jahresabschluss 1991. Das Ausgabenwachstum von 12,3 Prozent ist auch vor dem Hintergrund der Inflationsrate von 5 Prozent unhaltbar, sind doch die Ausgaben real immerhin um 7,3 Prozent gewachsen. Wir verkennen dabei die Tatsache nicht, dass die Ausgaben und die Einnahmen der öffentlichen Hand sehr träge auf die Wirtschaftsentwicklung reagieren, die Einnahmen indessen weitaus rascher als die Ausgaben. Das bedeutet, dass wir wegen der Periodizität innerhalb von weniger als zwölf Monaten in den Einnahmen ein Abbild namentlich der Warenumsatzsteuer wie auch der Stempelabgaben, in geringerem Masse auch der Verrechnungssteuer zu erkennen vermögen. Die Ausgaben hingegen sind aus uns allen bekannten Gründen nicht im gleichen Zuge und mit dem gleichen Tempo anzupassen. Wenn wir die Budgetierung für 1991 durchgehen, stellen wir bald einmal fest, dass von falschen Angaben ausgegangen worden ist. Zum einen wurde damals - wie auch heute bereits wieder für das Rechnungsjahr 1993 - von allzu optimistischen Entwicklungen ausgegangen. Der Aufschwung wurde 1989 wie 1990 für 1991 - und wird es heuer für 1993 - ständig und intensiv herbeigeredet, mindestens versuchsweise. Nationalbank wie auch sogenannte Prognostiker sind von einer abflachenden Teuerungsrate ausgegangen; die Zinsentwicklung bewegte sich indessen in eine andere Richtung, als angenommen worden ist Diese Faktoren, zusammen mit der Anspruchsinflation, dem ungebändigten Wachstum der Verwaltung und ihrer Ausgaben, haben uns das Milliardenloch beschert Das Eigenleben der Schweizerischen Nationalbank, die Eigendynamik der Staatsbank, welche meines Erachtens letztlich sogar in einer eigentlichen Selbstgefälligkeit endet, hat dazu beigetragen. Wir verraten auch diesbezüglich kein Geheimnis, dass das soziale Elend, das teilweise Mieter und Arbeitnehmer zu spüren bekommen, letztlich zu einem Teil auf die Politik der Nationalbank zurückzuführen ist Den Vorwurf, dass 1990 eine falsche Lagebeurteilung von Seiten des Bundesrates vorgenommen wurde und er uns mit seinen Annahmen über Zinsentwicklung und Teuerungsprognosen in die Irre leitete, muss die Landesregierung heute ungeschminkt entgegennehmen. Gleichsam als Balsam auf die Auswirkung dieses Peitschenhiebes kann der Bundesrat immerhin zur Kenntnis nehmen, dass das Parlament mit seiner

Ausgabenfreude seinen eigenen Beitrag zum Milliardenloch geleistet hat. Wir halten diese Aussage ausdrücklich fest, weil wir mit Blick auf das Budget 1993 auf dem besten Weg sind, die gleichen Fehler nochmals zu begehen. Gerade deshalb erwarten wir vom Bundesrat, dass er vor dem Hintergrund der sehr negativen Staatsrechnung 1991 auch seinerseits die Lehren zieht und endlich von realistischen Angaben ausgeht. Unsere Forderung gewinnt an Berechtigung, wenn wir davon ausgehen, dass das vergangene Rechnungsjahr nicht als Einzelfall zu bezeichnen ist, sondern als eigentlicher Anbeginn einer Trendwende. Unseres Erachtens zeichnet sich am Wirtschaftshorizont nichts ab, was auf eine Verbesserung der Entwicklung hinweisen könnte. Ganz im Gegenteil: Gemeinden und Kantone sowie andere öffentlich-rechtliche Körperschaften müssen zusammen mit den SBB und PTT die Steuerschraube massiv anziehen beziehungsweise die Monopolpreise erhöhen. Dieses atemberaubende Tempo wird weder die Wirtschaft noch die Bevölkerung weiterhin ertragen. Wir haben es in der Hand, Herr Bundesrat, dass Sie vor diesem Hintergrund nicht mit Rückblick auf die vergangene Rechnung 1991, daran können wir nichts mehr ändern, sondern mit Blick auf die Zukunft die Lehren ziehen. Wir glauben, dass wir unsererseits unseren Beitrag leisten werden. Wir halten in diesem Sinne und abschliessend fest, dass wir beispielsweise bei den Milliarden, welche wir in die Bundesverwaltung, in alle Staatsbetriebe, in die Informatik und in die Rationalisierung investieren, entsprechende Folgerungen ziehen wollen. Das bedeutet für uns, dass wir Überlegungen anzustellen haben, dass der Begriff des Personaleinstellungsstopps überholt ist, dass wir vielmehr vordem Hintergrund der Milliardeninvestitionen mit einem eigentlichen Personalabbau zu rechnen und uns damit zu konfrontieren haben. Anderswie nützen uns die Automatisierungs- und Rationalisierungsinvestitionen nichts, sondern sie sind unnütze Ausgaben, zu welchen wir von unserer Fraktion keine Hand mehr bieten werden. Die CVP-Fraktion beantragt Ihnen - es bleibt uns ja nichts anderes übrig -, zur Staatsrechnung 1991 ja zu sagen. Scherrer Jürg: Die Staatsrechnung 1991 ist nicht schlecht, sie ist schlicht und einfach eine Katastrophe. Aber nachdem die Staatsrechnung ja kein Führungsinstrument ist, sondern lediglich die Richtigkeit der Bundesbuchhaltung nachweisen muss, wird ihr die Fraktion der Auto-Partei zustimmen. Wir haben in der Fraktion auch darüber diskutiert, ob man sich allenfalls der Stimme enthalten oder die Jahresrechnung sogar ablehnen könnte. Beides wäre für uns möglich. Sie erinnern sich, die Auto-Partei - wir hatten letztes Jahr erstmals eine Fraktion - hat noch keinem Budget zugestimmt, wenn es defizitär war. Das Führungsinstrument für einen ausgeglichenen Bundeshaushalt und eine ausgeglichene Staatsrechnung ist das Budget. Wenn der Bundesrat diesem Führungsauftrag auch für das Jahr 1993 nicht nachkommt und uns wieder ein defizitäres Budget präsentiert, wird die Fraktion der Auto-Partei massive Kürzungsanträge stellen. Aber auch das Parlament muss Verantwortung übernehmen. Ich verstehe Ihre Entrüstung über die defizitäre Staatsrechnung nicht. Dieses Parlament hat jedem Nachtragskredit zugestimmt und ist immer dabei, wenn es um die Verschleuderung von Steuergeldern geht. Jetzt kommt das Resultat, eine rückläufige Wirtschaftslage, die notabene zum grossen Teil auch von diesem Parlament zu verantworten ist. Jetzt jammern Sie über ein Defizit von über 2 Milliarden Franken. Die Auto-Partei hat in diesem Parlament noch keinen Nachtragskredit bewilligt, sie wird das auch in Zukunft nicht tun. Wenn wir dauernd Nachtragskredite bewilligen, können wir auf die mühsame Erstellung eines Bundesbudgets verzichten. Ich habe vorhin den Ausdruck «qualitatives Wachstum» gehört. In einem System, in dem die Teuerung fortschreitet, manchmal um wenige, manchmal um mehr Prozente, gibt es nicht nur ein qualitatives Wachstum, sondern die Wirtschaft, die

Staatsfinanzen und wir müssen uns auf quantitatives Wachstum stützen. Nur dürfen eben Bundesausgaben nicht dem Asylantenunwesen zugute kommen, sie dürfen auch nicht in der Drogenabgabe an Süchtige versanden oder in- dem die Nicht-Leistung belohnt wird, zum Beispiel mit einem Landschaftsrappen oder mit Direktzahlungen an die Landwirtschaft. Nein, Bundesausgaben müssen direkt in die Wirtschaft investiert werden. Von daher- Herr Bundesrat Stich - begreife ich Ihre Entscheidung nicht ganz, das Nationalstrassenbauprogramm zu kürzen, obwohl wir doch wissen, dass die schweizerische Bauwirtschaft zu jenen Industrie- und Gewerbebereichen gehört, die am meisten unter der Rezession leiden. Die Bundesfinanzen sind über die Ausgabenbremse zu sanieren. Ich habe es bereits angetönt: 800 Millionen Franken sind für das Asylantenunwesen zuviel. Bei der Landwirtschaftspoli-

2. Juni 1992 N 727 Staatsrechnung 1991 tik kann eingespart werden, und damit können unsere Bauern erst noch mehr Geld verdienen. Der konkursite öffentliche Verkehr muss sich endlich selbst sanieren und darf nicht dauernd auf die Hilfe der Steuerzahler hoffen. Herr Bundesrat, wenn Sie Ihre Forderung nach einer Treibstoffzollerhöhung von 25 Rappen in die Tat umsetzen, dazu eine CO<sub>2</sub>-Steuer und Energieabgaben einführen, werden die Bundesfinanzen, wenn überhaupt, nur für kurze Zeit sanierbar sein. Wir werden vor allem der Verarmung des Schweizervolkes Vorschub leisten. Die wirtschaftliche Lage der Schweiz ist von der Politik mitverursacht. Der wirtschaftliche Rückgang, die Rezession, die Abwanderung von Betrieben, tiefere Steuereinnahmen und höhere Staatsdefizite sind vom Parlament mitverursacht. Die Auto-Partei wird in Zukunft die Budgets sehr genau anschauen und nur noch marktwirtschaftlichen Ausgaben zustimmen. Dieser Staat muss entsozialisiert werden, sonst landet er im Bankrott. Der Finanz- und Arbeitsplatz Schweiz muss wiederhergestellt werden. Wir müssen die überbordenden Staatsinterventionismen abbauen, wir müssen mehr Eigenverantwortung und mehr freies Unternehmertum fördern. Wir können doch nicht tatenlos zusehen, wie Hunderte von Industriebetrieben Konkurs machen, wie Gewerbebetriebe schliessen und neue Betriebe und Filialen im übrigen Europa eröffnen - nicht mehr in der Schweiz, denn hier haben wir jetzt die Arbeitslosen. Die Fraktion der Auto-Partei wird dieser Staatsrechnung, wie gesagt, zustimmen. Aber wir erinnern Sie daran: Beim Budget 1993 müssen andere Massstäbe angelegt werden. Bührer Gerold, Berichterstatter: Ich kann verstehen, dass je nach politischer Präferenz die Schwergewichte da und dort etwas anders gelegt werden und heute in der Debatte sogar etwas nuanciert anders gelegt worden sind. Lieber alle parteipolitischen Grenzen hinweg sollten wir den einen Punkt nicht unter den Tisch fallen lassen: Die Lehre, die wir zu ziehen haben, muss primär auf der Ausgabenseite gezogen werden; das wegstecken zu wollen wäre volkswirtschaftlich problematisch. Sie können eine einfache Rechnung machen: Wenn wir in den nächsten Jahren so weiterfahren, nämlich mit doppelt so starken Steigerungsraten bei den Staatsausgaben wie beim Bruttoinlandprodukt, dann führt das zu einer irreversiblen Ueberforderung des gesamtwirtschaftlichen Systems. Auch wenn wir flankierend sicher nicht um gewisse minimale fiskalische Mehrbelastungen herumkommen dürften, muss das Schwergewicht beim Durchbrechen dieses Teufelskreises liegen. Alle anderen Rezepte gehen an der Realität vorbei. Zu den Steuern: Wir haben in unserem Land zu Recht hohe ökologische Anforderungen an die Wirtschaft. Wir haben hohe Kosten in verschiedenen Bereichen wie Land, Arbeitskosten usw. Daher dürfen wir nicht mehr länger leichtfertig mit der Steuerschraube als Lösungsvariante hantieren. Wir sind in den letzten zwanzig Jahren in unserer Spitzenposition von einigen Ländern bereits eingeholt worden, wir sind nicht mehr an der Spitze bezüglich tiefer Steuerbelastung. Ich

habe in der Debatte die Zahlen erwähnt: Vor allem wenn wir sie über zwei, drei Jahrzehnte hinweg verfolgen, ist augenfällig, wie stark unsere vorteilhafte Position sich relativ abgeschwächt hat. Darüber hinaus ist zu beachten, dass nicht nur die gesamte Steuerbelastung als Zahl in Betracht gezogen werden darf, sondern dass wir in verschiedenen Sparten - bei den Kapitalverkehrssteuern und auch im Unternehmenssteuerbereich - signifikante Nachteile haben. Zusammengefasst meine ich, dass das Anziehen der Steuerschraube keine langfristig tragbare Lösungsvariante darstellen kann; sie würde zu einem gefährlichen Bumerang werden. Lassen Sie mich noch kurz zu dem oft erwähnten Fehlverhalten der Nationalbank Stellung nehmen. Ich bin nicht da, um die Nationalbank zu verteidigen. Die Bemerkungen, dass die Nationalbank im Quervergleich mit den anderen Notenbanken nach dem Börseneinbruch von 1987 zu lange zu locker in der Geldversorgung war, sind retrospektiv zweifellos richtig. Aber wir sollten uns auch fragen, wo wir wirtschaftspolitische Unterlassungen begangen haben. Wirtschaftspolitisch betrachtet, müssen wir alles daransetzen, dass die Preise zum grösseren Teil wieder Marktpreise sein können. Sie alle kennen gemäss Aussenwirtschaftsbericht das Sündenregister der staatlich administrierten oder der kartellisierten Preise. Die Nationalbank - selbst wenn sie eine Musterknabenrolle spielen würde - braucht in einem solchen Umfeld einen erheblich längeren Bremseffekt, bis die Teuerung reagiert, wenn wir nicht die wirtschaftspolitischen Lehren ziehen. Nur ein Beispiel: Im vergangenen Jahr hatten wir eine Teuerung von 5,5 Prozent. Alleine die staatlichen Dienstleistungspreise sind aber um über 9 Prozent gestiegen. Oder Sie könnten andere Segmente der Teuerung nehmen. Mit anderen Worten: Sicher, die Qualität der Notenbankpolitik mag verbesserungswürdig sein, aber der wirtschaftspolitische Rahmen in bezug auf Marktpreise ist unsere Verantwortung. Geldpolitisch besteht im Moment keine grosse Wahlmöglichkeit. Hätte die Notenbank jetzt - im letzten oder in diesem Jahr - wiederum Bocksprünge vollführt und die Geldpolitik gelockert, dann hätten wir die Zeche mit der importierten Teuerung zu bezahlen. Schliesslich zum Aspekt der Zinsen, zur Frage der Anpassung des Zinsniveaus an das deutlich höhere, im Moment zwar nicht mehr stark höhere EG-Zinsniveau: Ist das ein Prozess, dem wir tatenlos zusehen müssen? Ich meine nein! Es hängt ganz davon ab, ob wir wirtschaftspolitisch, fiskalpolitisch und geldpolitisch unsere Hausaufgaben machen. Wenn wir dies tun, werden wir auch wieder tiefere Zinssätze haben, und zwar tiefere als im EG-Durchschnitt. Also auch hier ist es an uns und an der Notenbank, das Heft in die Hände zu nehmen, um diesen Prozess umzukehren. Die Diagnosen, die heute morgen über die Fraktionen hinweg gestellt worden sind, weichen nicht gross voneinander ab. Es liegt nun an uns, die Fehlentwicklungen, die diagnostiziert worden sind, als Herausforderungen aufzunehmen und entsprechend zu handeln. Wir tragen wirtschaftspolitisch in diesem Rat grosse Verantwortung, eine Verantwortung, der wir politisch - über das Finanzpolitische hinaus - gerecht werden müssen. Dann, so glaube ich, werden die Zeiten auch wieder besser.

M. Theubet, rapporteur: Après les exposés parfois encyclopédiques de certains de nos collègues, il faut en revenir à l'ordre du jour, c'est-à-dire aux comptes 1991, soit l'état des dépenses effectuées durant l'année écoulée et des recettes à disposition pour les couvrir. Il est vrai que ces dépenses sont gonflées, exagérément dans certains cas. Il est vrai aussi que les recettes sont influencées par des décisions ou des interventions parfois discutables. Mais le fait est que cette dégradation des finances a eu au moins le mérite de provoquer une prise de conscience générale, laquelle devrait déboucher rapidement sur des mesures visant à rétablir l'équilibre budgétaire à moyen terme. Il est donc prématuré de déplorer l'absence de consensus

nécessaire à la recherche de solutions adéquates, ainsi que de préjuger de la capacité de décision du Parlement en matière d'assainissement des finances publiques. Les premières discussions qui ont eu lieu à ce sujet, tant à la Commission des finances qu'à la Commission de l'économie et des redevances, laissent entendre que des solutions sont possibles, malgré les avis partagés. Les prochains débats financiers permettront, je l'espère, de clarifier les prises de position et de concrétiser les bonnes intentions manifestées à cette tribune. Il est un peu facile aujourd'hui de s'abstenir, lors de l'acceptation des comptes, après avoir voté la plupart des dépenses qui y figurent et même après en avoir rajouté à certaines occasions. Ce n'est certes pas le moyen de parvenir efficacement au but recherché. C'est pourquoi je vous demande une fois encore d'accepter le compte d'Etat pour 1991. Bundesrat Stich: Die Staatsrechnung ist die Quittung für ge- habte Freuden. Es ist gelegentlich so, dass Politiker ein kurzes Gedächtnis haben, das nicht vom Budget bis zur Staatsrechnung reicht. Ich habe mir bei manchen Voten überlegt, wofür die Votanten wohl im Dezember 1990, im Vorwahljahr, ge- stimmt haben. Die Mehrheit hat dort - um es nett zu sagen - ganz gewaltig aufgestockt. Es grenzt leicht an Zechprellerei, wenn man nachher kommt und sich überlegt, ob man diese

Compte d'Etat 1991 728 N 2 juin 1992 Rechnung überhaupt genehmigen könne oder ob man sich der Stimme enthalten müsse. Wenn Sie in einer Wirtschaft etwas konsumiert haben, ist es auch üblich, dass Sie dies bezahlen. Wir haben schon bezahlt, Sie sollten nun mindestens auch zu dieser Rechnung stehen, die Sie mitverursacht haben. Man kann natürlich, Herr Oehler, dem Bundesrat vorwerfen, er habe sich getäuscht. Das haben wir jahrelang auch gehört, nur unter einem anderen Vorzeichen: Man hat gesagt, der Finanzminister sei ein rabenschwarzer Pessimist, er glaube immer, es werde weniger eingehen und es gehe immer mehr ein. Im Aufschwung werden die Einnahmen eher unterschätzt und im Abschwung eher überschätzt. Das liegt in der Natur der Sache, und es war nicht Absicht. Wir haben damals eine Diskussion über die Höhe des Teuerungsausgleichs geführt, und wir waren uns alle bewusst, dass dieser höher liegen würde als budgetiert. Dies hat auch seinen Sinn, weil letztlich der Teuerungsausgleich ausgehandelt werden muss. Wenn der Bundesrat aber bereits im Budget einen zu hohen Teuerungsausgleich präsentiert, ist es nachher viel schwieriger, etwas weniger auszuhandeln. Bei allen Prognosen, die man stellt, muss man immer auch noch an die Wirkung in der Öffentlichkeit denken. Wenn man ein starkes Wachstum der Inflation prognostiziert - prognostizieren muss -, hat das auch gewisse Auswirkungen auf das Verhalten der Leute. Dann rechnen sie mit der Inflation und denken, man könne die Preise beliebig erhöhen. Deshalb ist eine gewisse Vorsicht durchaus angemessen. Bereits 1988 war bei der Diskussion der Legislaturziele und des Finanzplanes klar, dass wir 1991 im Defizit landen würden. Wir haben damals vorausgesehen, dass die Ausgaben stärker steigen werden als die Einnahmen. Heute können wir feststellen, dass im letzten Jahr die Steuerquote von 9,4 Prozent auf 9,1 Prozent zurückgegangen ist. Es hilft wenig, wenn Sie immer wieder erklären, in den letzten zwanzig Jahren habe die Eidgenossenschaft die Steuern erhöht. Tatsache ist, dass die Eidgenossenschaft immer noch zu den drei Ländern mit der tiefsten Fiskalquote zählt; es sind dies die USA, Japan und die Schweiz. Wir sind mindestens 10 Prozentpunkte tiefer als die übrigen. Wir haben immer noch einen gewissen Vorsprung. Man kann böseartigerweise auch festhalten: Das sind drei Länder - für Japan stimmt es zwar nicht mehr -, die keine Mehrwertsteuer gehabt haben. Japan hat jetzt eine Mehrwertsteuer von 3 Prozent eingeführt, also mit einem sehr tiefen Satz. Man kann auch beklagen, dass die direkten Steuern zugenommen und die indirekten abgenommen hätten.

Dabei muss man sich immer wieder bewusst sein, was in die beiden Kategorien gehört. Bei den direkten Steuern gehört die Verrechnungssteuer dazu, und die Verrechnungssteuer hat im letzten Jahr immerhin 4 Milliarden netto zugunsten des Bundes eingebracht. Das ist eine beachtliche Steigerung. Umgekehrt hat im letzten Jahr die Stempelsteuer - eine indirekte Steuer - weniger eingebracht als vorgesehen. In diesem Jahr sieht es wieder etwas anders aus. Die Stempelsteuer nimmt sogar wieder etwas zu. Die Rechnung ist die Quittung für gehabte Freuden. Man hat gesagt, die Staatsrechnung sei kein Führungsinstrument. Natürlich, was ausgegeben ist, ist ausgegeben. Das kann nicht mehr korrigiert werden. Entscheidend ist aber, welche Schlussfolgerungen Sie aus diesem Ergebnis ziehen. Von mir aus gesehen ist diese Staatsrechnung, ist dieses Ergebnis trotz allem nicht dramatisch. Gerade in der heutigen Konjunktursituation kann ein Ausgabenüberschuss noch einigermaßen verantwortet werden. Dramatisch würde es aber und wäre es, wenn Bundesrat und Parlament daraus nicht die notwendigen Schlussfolgerungen ziehen würden. Ich hoffe sehr, dass die Töne, die ich heute gehört habe in bezug auf die Ausgaben, nicht verhallt sind, wenn wir das Sanierungsprogramm behandeln. Ich hoffe auch, dass sich die Fraktionen dann auch so einig sind darüber, dass es so nicht weitergehen kann. Dann haben diese Staatsrechnung und diese Debatte zweifellos einen Sinn gehabt. Die Zukunftsaussichten sind nicht rosig. Wenn wir an die ersten vier Monate dieses Jahres denken, stellen wir fest, dass die Ausgaben um etwas über 1 Milliarde über den Ausgaben der Vergleichsperiode im Vorjahr liegen. Die Einnahmen hingegen liegen etwa 1 Milliarde unter den Einnahmen des Vorjahres. Das will über das definitive Ergebnis noch nichts aussagen. Das möchte ich deutlich sagen. Denn hohe Zinssätze führen dazu, dass man rascher abrechnet, rascher einkassiert und gewisse Dinge vielleicht etwas später an den Staat abliefern. Ich sage nicht, von wem verspätet abgeliefert wird. Die Tendenz ist menschlich, begreiflich, und deshalb sollte man nicht schon dramatisieren. Das andere ist das Budget 1993. Wir haben in den Budgetweisungen vorgegeben, das Defizit solle nicht mehr als 1,8 Milliarden betragen. Die Zusammenstellung der Departemente hat ein Defizit von etwas über 3 Milliarden ergeben. Sie können sich denken, dass die Budgetdebatte nicht leicht sein wird. Ich wäre dann froh, wenn Sie sich an diese Debatte und die heutigen Voten erinnern und die Konsequenzen ziehen würden. Konsequenzen kann man nicht bei der Staatsrechnung ziehen, konsequent muss man dann sein, wenn es um das Budget und um einzelne Vorlagen geht. Dort muss man sich bewusst sein, dass man sich nicht einfach alles leisten kann. Die Situation ist so, dass wir handeln, dringend handeln müssen. Die letzte Kapitalaufnahme des Bundes ist zu einem Zinssatz von 6,92 Prozent gemacht worden. Herrn Oehler frage ich, ob er vor einem Jahr oder vor anderthalb Jahren die Prognose gemacht hätte, dass wir mit 6,92 Prozent oder mit einer Durchschnittsrendite von 6,8 Prozent bei den Zinssätzen rechnen müssten; vermutlich wohl auch nicht. Wenn wir nichts unternehmen, werden wir in diesem Jahr noch weitere 3 Milliarden aufnehmen müssen. Wenn es uns nicht gelingt, die Sanierungsmassnahmen völlig und rechtzeitig durchzubringen, werden es im nächsten Jahr 9 Milliarden sein. Man kann über Wirtschaftsförderung, Marktwirtschaft und solche Dinge diskutieren, Herr Jürg Scherrer. Aber solche Zinssätze sind für die Wirtschaft nicht besonders gut. Deshalb ist es notwendig, endlich dafür zu sorgen, dass der Bund mehr Steuern bekommt, d. h. real das erhält, was er vor 10 oder 20 Jahren gehabt hat. Dasselbe gilt bei den Benzinabgaben. Es ist notwendig, dass wir das sehr rasch tun. Wenn nicht, schaden wir der schweizerischen Volkswirtschaft. Man kann nicht einfach sagen, man müsse jetzt überall abbauen, man müsse der Wirtschaft helfen. Es ist nicht so, dass diese Rechnung von der Wirtschaft nicht

beeinflusst ist. Schauen Sie einmal, was wir beispielsweise bei der ERG für Abschreibungen machen, oder schauen Sie einmal, was wir als Direkthilfe leisten. Das ist letztlich auch eine Hilfe an die schweizerische Wirtschaft, genauso wie die Zahlungen für den Absatz der landwirtschaftlichen Produkte, die wir nie zum vollen Preis verkaufen könnten. Auch das ist eine Hilfe an die Wirtschaft, nicht etwa eine für den Konsumenten. Er könnte diese Dinge beispielsweise im Ausland billiger kaufen. Das ist letztlich kein Argument. Ich möchte Sie bitten, wenn Sie diese Rechnung genehmigen, daran zu denken, dass Sie in Zukunft Konsequenzen zu ziehen haben. Auch der Bundesrat hat sie zu ziehen, er hat sie im Interesse der schweizerischen Wirtschaft rasch zu ziehen, denn es nützt nichts, jahrelang über die Nationalbank zu schimpfen, wenn man den eigenen Haushalt nicht in Ordnung hält. Heute ist vermutlich der Auftrieb der Zinssätze durch den Bund und durch die Kantone mindestens mitverursacht. Es gibt dann noch andere Gründe dafür, das ist selbstverständlich; aber was man ändern kann, sollte man ändern. Wenn Sie diese Schlussfolgerung aus der heutigen Debatte ziehen, ist es mir gleich, wenn Sie sich der Stimme enthalten; wenn Sie nur in der Zukunft mithelfen, bessere Budgets zu machen! Eintreten ist obligatorisch L'entrée en matière est acquise de plein droit

2. Juni 1992 N 729 Staatsrechnung 1991 Detailberatung - Discussion par articles  
Finanzrechnung - Compte financier Behörden und Gerichte - Autorités et tribunaux  
Departement für auswärtige Angelegenheiten Département des affaires étrangères  
Genehmigt - Approuvé Departement des Innern - Département de l'intérieur Mme Aubry:  
En examinant de plus près le compte financier de l'Office fédéral de la santé publique, j'é mets à nouveau des doutes quant à la distribution des moyens financiers en ce qui concerne le SIDA Lors du dernier budget, je suis déjà intervenue à cette tribune, rappelez-vous. Actuellement, j'ai demandé à la Commission de gestion de bien vouloir mener une enquête dans ce domaine, de même qu'à la Commission des finances d'évaluer certains paiements, ce qui a été accepté. Je sais que cela s'est également passé dans les Commissions de contrôle. Ayant demandé les comptes en détail il y a plus de dix jours, en ce qui concerne ces paiements, ils ne m'ont pas été remis, sinon hier soir à mon domicile, après avoir dû réclamer trois fois. C'était presque trop tard pour les examiner en détail. Qui se moque des parlementaires? Je vous le demande. Ou peut-être se moque-t-on de nous parce qu'on veut cacher quelque chose et parce qu'il y a précisément quelque chose à cacher dans cette division? Examinons de plus près, entre le personnel auxiliaire engagé par la division SIDA, qui coûte 3 millions de francs, les mesures de lutte, 12 millions, la recherche à laquelle on ne consacre que 8 millions, et le soutien à diverses organisations suisses, ce sont 25 millions qui sont consacrés au SIDA, ceci sans les sommes versées aux hémophiles. C'est bien, c'est nécessaire, mais c'est beaucoup lorsqu'on songe à la répartition qui, à mes yeux, est mal faite. Par exemple, des sommes aberrantes sont mises à la disposition de personnes pour un soi-disant Infotec publiant des attaques contre ceux qui n'adoptent ni leurs moeurs ni leur philosophie; ou encore des centaines de seringues sont envoyées à un centre de réhabilitation des toxicomanes, lequel ne les a jamais demandées. Les exemples ne manquent pas, je pourrais vous en citer une liste, mais j'en resterai là, ayant donné à cette tribune un nouveau signal en ce qui concerne les abus dans ce domaine bien spécifique. Il n'y a pas de petites économies, Monsieur le Conseiller fédéral, vous le savez bien, et mon souhait est que le contrôle soit fait d'une manière profonde par les deux commissions dont j'ai parlé tout à l'heure. Bühler Gerold, Berichterstatter: Ich kann mich kurz fassen: Der Eingang dieses Schreibens bezüglich der Aids-Unterstützungspolitik, datiert vom 15. April 1992, ist in der Finanzkommissionssitzung erwähnt und zur

Kenntnis gebracht worden. Es ist auch in Aussicht gestellt worden, dass die Angelegenheit abgeklärt wird. Zu einem späteren Zeitpunkt wird im Rahmen der Kommission darauf zurückzukommen sein. M. Theubet, rapporteur: Comme vient de le préciser le rapporteur de langue allemande, dans le cadre de l'examen des comptes 1991, aussi bien la sous-commission chargée de l'examen du Département fédéral de l'intérieur que le plénum de la commission ont eu connaissance de la demande de Mme Aubry. Il a été décidé d'examiner de manière plus approfondie les remarques figurant dans sa lettre lors d'une prochaine séance. Bundesrat Stich: Ich denke, über die Verwendung Auskunft zu geben, ist selbstverständlich, und Frau Aubry wird diese Auskünfte zweifellos bekommen. Ob sie dann die Verwendung des Geldes zufriedenstellt, ist eine ganz andere Frage. Aber diese Frage müssen wir heute nicht diskutieren. Man kann in diesem Bereich sicher nicht einfach nur von Missbräuchen sprechen. Man könnte vielleicht umgekehrt von Unterlassungen sprechen. Denn letztlich haben wir die Aufgabe, dafür zu sorgen, dass wir zu befriedigenden und menschenwürdigen Situationen kommen. Das ist notwendig, ganz unbekümmert um die Art und Weise, wie man gewisse Dinge tut. Genehmigt - Approuvé Justiz- und Polizeidepartement Département de justice et police Militärdepartement - Département militaire Finanzdepartement - Département des finances Volkswirtschaftsdepartement Département de l'économie publique Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement Département des transports, des communications et de l'énergie Erfolgsrechnung, Bilanz-Compte de résultats, bilan Sonderrechnungen - Comptes spéciaux Genehmigt-Approuvé Bundesbeschluss I über die eidgenössische Staatsrechnung für das Jahr 1991 Arrêté fédéral I concernant le compte d'Etat de la Confédération suisse pour l'année 1991 Titel und Ingress, Art. 1-3 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Titre et préambule, art. 1-3 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen -Adopté Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Entwurfes 87 Stimmen Dagegen 1 Stimme Bundesbeschluss II über die Rechnung 1991 des Bundesamtes für Rüstungsbetriebe Arrêté fédéral II concernant les comptes de l'Office fédéral de la production d'armements pour l'année 1991 Titel und Ingress, Art. 1-3 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Titre et préambule, art. 1-3 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen -Adopté Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Entwurfes 68 Stimmen Dagegen 1 Stimme An den Ständerat-Au Conseil des Etats

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Staatsrechnung 1991 Compte d'Etat 1991 In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1992 Année Anno Band III Volume Volume Session Sommersession Session Session d'été Sessione Sessione estiva Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 02 Séance Seduta Geschäftsnummer 92.034 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 02.06.1992 - 08:00 Date Data Seite 718-729 Page Pagina Ref. No 20 021 206 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.